

Extrait de la Loi sur les élections et les référendums  
dans les municipalités (L.R.Q.) c. E-2.2

30-01.07.01

B-62

## Elections and Referendums in Municipalities

(Art. 298-300)

**298.** Le requérant doit signifier au greffier ou au secrétaire-trésorier de la municipalité une copie certifiée conforme du jugement passé en force de chose jugée faisant droit à sa requête.

Dans le cas où le jugement faisant droit à sa requête est porté en appel mais fait l'objet d'une exécution provisoire, le requérant doit signifier au greffier ou au secrétaire-trésorier une copie certifiée conforme du jugement porté en appel et, le cas échéant, de celui qui ordonne l'exécution provisoire.

Le greffier ou secrétaire-trésorier en avise le plus tôt possible le conseil, la municipalité régionale de comté, la communauté métropolitaine, la région intermunicipale et tout autre organisme aux séances duquel l'intimé n'a plus le droit d'assister. Il les avise également, le plus tôt possible, du fait que l'intimé a recouvré ce droit.

1987, c. 57, a. 298; 1990, c. 85, a. 122; 2000, c. 56, a. 218.

**299.** La personne déclarée élue par le tribunal à la place d'une autre est réputée avoir été proclamée élue le jour de la signification du jugement passé en force de chose jugée au greffier ou au secrétaire-trésorier de la municipalité.

1987, c. 57, a. 299; 1999, c. 40, a. 114.

### CHAPITRE IX INHABILITÉS

#### SECTION I Motifs d'inhabilité

**300.** Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil qu'elle occupe la personne qui:

1° a été élue alors qu'elle était inéligible, pour toute la durée de son mandat;

2° cesse, après le 1<sup>er</sup> septembre de l'année civile où a eu lieu l'élection, de remplir les conditions d'éligibilité prévues à l'article 61, tant qu'elle ne les remplit pas de nouveau;

3° devient, après son élection, inéligible en vertu des articles 62 ou 63, tant que dure son inéligibilité;

4° a été élue alors qu'elle était préfet d'une municipalité régionale de comté élu conformément à l'article 210.29.2 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., chapitre O-9) ou membre du Parlement du Québec ou du Canada et n'a pas cessé d'occuper ce poste avant le trente et unième jour suivant la prestation de son serment comme membre du conseil, tant que dure ce cumul;

**298.** The appellant shall serve upon the clerk or the secretary-treasurer of the municipality a certified copy of the judgment having become a *res judicata* and granting his motion.

Where the judgment granting his motion is appealed but is under a provisional order of execution, the appellant shall serve a certified copy of the appealed judgment and, if such is the case, of the order on the clerk or the secretary-treasurer.

The clerk or secretary-treasurer shall immediately notify the council, the regional county municipality, the metropolitan community, the intermunicipal board of management or any other body whose sittings the respondent is no longer entitled to attend. He shall also notify them as soon as possible where the respondent recovers the right to attend.

**299.** The person declared elected by the court in the place of another person is deemed to have been declared elected on the day the judgment having become a *res judicata* is served on the clerk or the secretary-treasurer of the municipality.

### CHAPTER IX DISQUALIFICATIONS

#### DIVISION I Grounds for disqualification

**300.** A person holding office as a member of the council is disqualified from holding office as such

(1) for the whole term of office if he was elected while ineligible;

(2) upon ceasing after 1 September of the calendar year in which the election was held, to meet the eligibility requirements prescribed in section 61, until he again meets those requirements;

(3) upon becoming ineligible under section 62 or 63 after his election, and as long as he remains ineligible;

(4) if he was a warden elected in accordance with section 210.29.2 of the Act respecting municipal territorial organization (R.S.Q., chapter O-9) or a member of the Parliament of Québec or of Canada when he was elected to the council and did not cease to hold that office thirty-one days after taking his oath of office as a member of the council, as long as the plurality continues;

5<sup>e</sup> commence, après son élection, à occuper le poste de préfet élu conformément à l'article 210.29.2 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale ou de membre du Parlement du Québec ou du Canada, tant que dure ce cumul.

1987, c. 57, a. 300; 2001, c. 25, a. 87.

**301.** Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne déclarée coupable d'une infraction qui est une manœuvre électorale frauduleuse au sens de l'article 645, de la Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., chapitre E-2.3) ou de la Loi électorale (L.R.Q., chapitre E-3.3).

L'inhabilité dure cinq ans à compter du jour où le jugement de culpabilité est passé en force de chose jugée.

1987, c. 57, a. 301; 1989, c. 1, a. 599; 1990, c. 4, a. 405; 2005, c. 28, a. 87.

(5) if he begins to hold office as a warden elected in accordance with section 210.29.2 of the Act respecting municipal territorial organization or as a Member of the Parliament of Québec or of Canada after his election, as long as the plurality continues.

**301.** A person who is convicted of an offence that is a corrupt electoral practice within the meaning of section 645, the Act respecting school elections (R.S.Q., chapter E-2.3) or the Election Act (R.S.Q., chapter E-3.3) is disqualified from holding office as a member of the council of a municipality.

The disqualification shall continue for five years from the day on which the judgment convicting the person becomes a *res judicata*.

1987, c. 57, a. 301; 1989, c. 1, a. 599; 1990, c. 4, a. 405; 2005, c. 28, a. 87.

**302.** Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne déclarée coupable, en vertu de quelque loi, d'un acte qui, en vertu d'une loi du Parlement du Québec ou du Canada, constitue un acte punissable de deux ans d'emprisonnement ou plus et pour lequel elle est condamnée à un emprisonnement de 30 jours ou plus, que cette condamnation soit purgée ou non.

L'inhabilité dure le double de la période d'emprisonnement prononcée à compter, selon le plus tardif, du jour où le jugement de culpabilité est passé en force de chose jugée ou de celui où la peine définitive est prononcée.

1987, c. 57, a. 302; 1990, c. 4, a. 406.

**303.** Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne qui:

1° fait une déclaration écrite de ses intérêts pécuniaires, prévue à l'article 357 ou 358, en sachant qu'elle est incomplète ou qu'elle contient une mention ou un renseignement faux;

2° en contravention de l'article 361 quant à une question devant être prise en considération par un conseil, un comité ou une commission dont elle est membre et dans laquelle elle sait avoir directement ou indirectement un intérêt pecuniaire particulier:

a) ne divulgue pas la nature générale de cet intérêt avant le début des délibérations sur cette question, lorsqu'elle est présente à la séance où celle-ci doit être prise en considération, ou, dans le cas contraire, dès la première séance du conseil, du comité ou de la commission où elle est présente après avoir pris connaissance du fait que la question a été prise en considération;

b) ne s'abstient pas de participer aux délibérations sur cette question et de voter ou de tenter d'influencer le vote sur celle-ci;

c) ne quitte pas la séance après avoir divulgué la nature générale de son intérêt, pendant toute la durée des délibérations et du vote sur cette question, lorsque la séance n'est pas publique.

L'inhabilité subsiste jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans après le jour où le jugement qui déclare la personne inhabile est passé en force de chose jugée.

1987, c. 57, a. 303; 1999, c. 25, a. 27.

**304.** Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne qui sciemment, pendant la durée de son mandat de membre du conseil d'une municipalité ou de membre d'un organisme municipal, a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou l'organisme.

**302.** A person who is convicted, under any Act, of an offence which pursuant to an Act of the Parliament of Québec or of Canada is an offence punishable by imprisonment for a term of two years or more and for which he is sentenced to imprisonment for thirty days or more, whether or not he serves the sentence, is disqualified from holding office as a member of the council of a municipality.

The disqualification shall last for a period equal to twice the term of imprisonment, starting from the day on which the judgment convicting the person becomes a *res judicata* or the day the final sentence is pronounced, whichever is later.

**303.** Every person who

(1) makes a written declaration of his pecuniary interests under section 357 or 358 with the knowledge that it is incomplete or contains a false statement or information, or who

(2) in contravention of section 361 as to a matter that is to be taken up for consideration by a council, committee or commission of which he is a member and in which he knows he has, directly or indirectly, a personal pecuniary interest,

(a) fails to disclose the general nature of that interest before the discussions on that matter are begun where he is present, at the sitting at which it is to be taken up for consideration or, if he is not present, at the first sitting of the council, committee or commission attended by the person after becoming aware of the fact that the matter was taken up for consideration;

(b) fails to abstain from taking part in the discussions and from voting or attempting to influence the vote on the matter;

(c) fails to leave the sitting after having disclosed the general nature of his interest, while the matter is being discussed and voted on, where the sitting is not public,

is disqualified from holding office as a member of the council of a municipality.

The disqualification shall continue for five years from the day on which the judgment declaring the person disqualified becomes a *res judicata*.

**304.** A person who knowingly, during his term as member of the council of a municipality or as member of a municipal body, has an interest, directly or indirectly, in a contract with the municipality or body is disqualified from holding office as a member of the council of a municipality.

L'inhabilité subsiste jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans après le jour où le jugement qui déclare la personne inhabile est passé en force de chose jugée.

1987, c. 57, a. 304.

**305.** L'article 304 ne s'applique pas dans les cas suivants:

1° la personne a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départie le plus tôt possible;

2° l'intérêt de la personne consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'elle ne contrôle pas, dont elle n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont elle possède moins de 10% des actions émises donnant le droit de vote;

2.1° l'intérêt de la personne consiste dans le fait qu'elle est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal;

3° le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auquel la personne a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal;

4° le contrat a pour objet la nomination de la personne à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire;

5° le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité ou l'organisme municipal;

5.1° le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble;

6° le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la municipalité ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles;

7° le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que la personne est obligée de faire en faveur de la municipalité ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire;

The disqualification shall continue for five years from the day on which the judgment declaring the person disqualified becomes a *res judicata*.

**305.** Section 304 does not apply

(1) where the person acquires his interest by succession or gift and renounces or divests himself of it as soon as practicable;

(2) where the interest of the person consists in holding shares of a company which he does not control, of which he is neither a director nor an executive officer and of which he possesses less than 10% of the voting shares issued;

(2.1) where the interest of the person arises from the fact that he is a member, director or executive officer of another municipal body, a public body within the meaning of the Act respecting Access to documents held by public bodies and the Protection of personal information (R.S.Q., chapter A-2.1), a non-profit organization or an organization of which he is required by law, as a member of the council of that municipality or that municipal body, to be a member, a director or an executive officer;

(3) where the object of the contract is a remuneration, an allowance, the reimbursement of expenses, social benefits, goods or services to which the person is entitled as a condition of employment attached to his duties with the municipality or municipal body;

(4) where the object of the contract is the appointment of the person to a position as an officer or employee, provided that the position is not one that makes its holder ineligible;

(5) where the object of the contract is the furnishing of services offered to the public by the municipality or the municipal body;

(5.1) where the object of the contract is the sale or leasing, on non-preferential terms, of an immovable;

(6) where the contract consists of bonds, notes or other securities offered to the public by the municipality or the municipal body or in the acquisition of such bonds, notes or securities on non-preferential terms.

(7) where the object of the contract is the furnishing of goods or services that the person has an obligation to furnish to the municipality or municipal body pursuant to a legislative or regulatory provision;

8° le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la municipalité ou l'organisme municipal et a été conclu avant que la personne n'occupe son poste au sein de la municipalité ou de l'organisme et avant qu'elle ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où elle a été élue;

9° dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

1987, c. 57, a. 305; 1989, c. 56, a. 2; 2000, c. 19, a. 21.

**306.** Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne qui sciemment, pendant la durée de son mandat de membre du conseil d'une municipalité ou de membre d'un organisme municipal, profite de son poste pour commettre une malversation, un abus de confiance ou une autre inconduite.

L'inhabilité subsiste jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans après le jour où le jugement qui déclare la personne inhabile est passé en force de chose jugée, à moins que le jugement ne fixe une période plus courte.

1987, c. 57, a. 306.

**307.** Aux fins des articles 304 à 306, on entend par «organisme municipal» le conseil, tout comité ou toute commission:

1° d'un organisme que la loi déclare mandataire ou agent d'une municipalité;

2° d'un organisme dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil d'une municipalité, dont le budget est adopté par celle-ci ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci;

3° d'un organisme public dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil de plusieurs municipalités;

4° de tout autre organisme déterminé par le ministre des Affaires municipales et des Régions.

1987, c. 57, a. 307; 1999, c. 43, a. 13; 2003, c. 19, a. 250; 2005, c. 28, a. 196.

## SECTION II

### Action en déclaration d'inhabilité

**308.** Tout électeur de la municipalité au conseil de laquelle une personne se porte candidate, siège ou a siégé peut intenter une action en déclaration d'inhabilité de cette personne.

Le Procureur général et la municipalité peuvent également intenter cette action.

1987, c. 57, a. 308.

(8) where the object of the contract is the furnishing of goods by the municipality or municipal body and where the contract was entered into before the person held office as a member of the municipality or body and before he became a candidate at the election in which he was elected;

(9) in a case of irresistible force, where the general interest of the municipality or municipal body requires that the contract be entered into in preference to any other contract.

**306.** A person who knowingly, during his term as a member of the council of a municipality or member of a municipal body, uses his position to misappropriate moneys or commit a breach of trust or other misconduct is disqualified from holding office as a member of the council of a municipality.

The disqualification shall continue for five years from the day on which the judgment declaring the person disqualified becomes a *res judicata*, unless the judgment fixes a shorter period.

**307.** For the purposes of sections 304 to 306, "municipal body" means the council or any committee or commission of

(1) a body declared by law to be a mandatarial or agent of a municipality;

(2) a body whose board of directors is composed for the greater part of members of the council of a municipality, whose budget is adopted by the municipality or more than one-half or whose funding is provided by the municipality;

(3) a public body whose board of directors is composed for the greater part of council members from several municipalities;

(4) any other body determined by the Minister of Municipal Affairs and Regions.

## DIVISION II

### Action for declaration of disqualification

**308.** Any elector of a municipality in which a person is a member or former member of the municipal council or is a candidate for that office may bring an action for the declaration of disqualification of that person.

The Attorney General and the municipality may also bring the action.

**309.** L'action est intentée devant la Cour supérieure du district judiciaire qui comprend tout ou partie du territoire de la municipalité.

Elle doit l'être, sous peine de rejet, avant l'expiration d'un délai de cinq ans après la fin du mandat du défendeur au cours duquel il est allégué que l'inhabilité a existé.

1987, c. 57, a. 309.

**310.** L'action est régie par le Code de procédure civile, mais elle est instruite et jugée d'urgence.

Le jugement de la Cour supérieure est susceptible d'appel conformément à ce code.

1987, c. 57, a. 310.

**311.** L'exécution provisoire du jugement déclarant inhabile une personne qui est membre du conseil d'une municipalité a le même effet, prévu à l'article 297, que celle d'un jugement déclarant nulle son élection, compte tenu des adaptations nécessaires.

Le premier alinéa s'applique également dans le cas où le jugement fait droit à un recours en dépossession de charge pris conformément au Code de procédure civile.

1987, c. 57, a. 311.

**312.** Le demandeur doit signifier au greffier ou au secrétaire-trésorier de la municipalité une copie certifiée conforme du jugement passé en force de chose jugée déclarant inhabile ou déposédant de sa charge le membre de son conseil.

Dans le cas où le jugement est porté en appel mais fait l'objet d'une exécution provisoire, le demandeur doit signifier au greffier ou au secrétaire-trésorier une copie certifiée conforme du jugement porté en appel et, le cas échéant, de celui qui ordonne l'exécution provisoire.

Le greffier ou secrétaire-trésorier en avise le plus tôt possible le conseil, la municipalité régionale de comté, la communauté métropolitaine, la régie intermunicipale et tout autre organisme aux séances duquel le défendeur n'a plus le droit d'assister. Il les avise également, le plus tôt possible, du fait que le défendeur a recouvré ce droit.

Les deux premiers alinéas ne s'appliquent pas dans le cas où le demandeur est la municipalité.

1987, c. 57, a. 312; 1990, c. 85, a. 122; 2000, c. 56, a. 218.

**309.** The action is brought before the Superior Court of the judicial district which includes all or part of the territory of the municipality.

The action must, on pain of dismissal, be brought before the expiry of five years after the end of the term of office of the respondent during which the disqualification is alleged to have existed.

**310.** The action is governed by the Code of Civil Procedure but is heard and decided by preference.

An appeal lies from the judgment of the Superior Court in accordance with the Code of Civil Procedure.

**311.** The provisional execution of the judgment declaring the disqualification of a person who is a member of the council of a municipality has the same effect as the provisional execution, provided for in section 297, of a judgment declaring his election null, with the necessary adjustments.

The first paragraph applies also where the judgment grants a demand for ouster from office brought in accordance with the Code of Civil Procedure.

**312.** The applicant must serve on the clerk or the secretary-treasurer of the municipality a certified copy of the judgment having become a *res judicata* and declaring the member of the council disqualified or ousted from office.

Where the judgment is appealed but is under a provisional order of execution, the appellant must serve a certified copy of the appealed judgment and, where such is the case, of the order of execution on the clerk or the secretary-treasurer.

The clerk or the secretary-treasurer shall, as soon as possible, notify the council, the regional county municipality, the metropolitan community, the intermunicipal board of management and every public body whose sittings the respondent is no longer entitled to attend. He shall also notify them as soon as practicable where the respondent recovers the right to attend.

The first two paragraphs do not apply where the appellant is the municipality.